

### La PAC sera-t-elle l'occasion ratée d'une vraie transition agricole écologique ?

Paris, 07/04/2021. Mercredi 7 avril matin, une soixantaine de parlementaires participaient - à l'invitation de leurs pairs\* - à un temps d'échange organisé avec la FNAB sur la place de la Bio dans la prochaine politique agricole. Alors que l'Allemagne va présenter au Bundestag son propre plan stratégique national sur l'agriculture, celui de la France ne sera pas débattu devant le Parlement avant sa transmission à la Commission européenne.

Sont intervenus aux côtés du président de la FNAB :

- Jan Plagge, président de la Fédération Européenne d'Agriculture Biologique (IFOAM) et à la tête de la première association de producteur-rices bio allemande « Bioland » qui a détaillé l'ambition du gouvernement de doubler les surfaces bio en passant à 20% en 2030 avec un soutien public fort en discussion dans le Plan Stratégique allemand.
- Michèle Rivet, vice-présidente de la région Centre Val de Loire a rappelé que la décision de recentraliser la politique agricole dans les mains de l'Etat va fragiliser les collectivités dans leurs objectifs d'intégration de produits biologiques en restauration scolaire.

#### La grande tentation de ne rien changer

Au rythme des démonstrations de force, des pressions de couloirs, la négociation sur la prochaine politique agricole de la France bat son plein depuis plusieurs semaines, en dehors de l'enceinte du Parlement. Au profit de quels intérêts, de quelle vision politique de l'agriculture française, de quel avenir commun ? La semaine dernière, les céréaliers franciliens ont envoyé un message clair au ministre : ne changez rien à la PAC, ne soutenez pas l'agriculture biologique au détriment de l'agriculture chimique, ne soutenez pas la biodiversité, ne soutenez pas les prairies. Le ton des négociations est donné.

A budget réduit, ne rien changer veut forcément dire opposer les agricultures, ça veut dire choisir les grandes cultures intensives qui exportent sur les marchés mondiaux en hypothéquant notre environnement et notre santé au détriment des systèmes vertueux que sont l'élevage de montagne et l'agriculture biologique. « *On a vu ces dernières années la pression des céréaliers de la FNSEA pour éviter que le développement de l'agriculture biologique ne vienne empiéter sur leurs financements traditionnels. En Allemagne, la Bio est soutenue en moyenne à hauteur de 230 euros par hectare, c'est moitié moins chez nous. Dans 5 ans on sera encore plus à la traîne. Le gouvernement ne peut pas dire qu'il ne sait pas, qu'il ne connaît pas les impacts de l'agriculture intensive sur l'eau, les sols, l'air et la santé, ils seront responsables s'ils ne font rien* » commente Guillaume Riou, président de la FNAB.

**Pour se développer à hauteur des objectifs européens, il faut qu'1 milliard d'euros par an soit réservé en moyenne à l'agriculture biologique sur les cinq prochaines années.**

\* Sandrine Le Feu (députée du Finistère), Dominique Potier (député de Meurthe-et-Moselle), Joel Labbé (sénateur du Morbihan), Olivier Jacquin (sénateur de Meurthe-et-Moselle).

Contact presse : William Lambert (attaché de presse) - 06 03 90 11 19

Kit presse : [http://bit.ly/Kit\\_PACetBIO\\_FNAB](http://bit.ly/Kit_PACetBIO_FNAB)